

## ELLE VIENT D'ÊTRE DÉBATTUE PAR LE GOUVERNEMENT

# Tout sur la loi de finances 2012

**Le gouvernement Ouyahia s'est penché durant deux jours, vendredi et samedi dernier sur l'examen de l'avant-projet de loi de finances pour 2012. Avec, comme ligne directrice, la stabilisation du front social, véritable hantise du pouvoir.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - «En recevant Karim Djoudi à l'occasion des auditions du Ramadan, Bouteflika a particulièrement insisté sur l'importance vitale pour le pays de stabiliser le front social. En l'espèce, éviter le recours à toute nouvelle taxe», nous confie une source sûre. Chat échaudé craignant l'eau chaude, Bouteflika, comme a tenu à nous le rappeler notre source, n'a pas oublié que «début janvier dernier, les violentes émeutes qui ont failli embraser le pays, ont éclaté immédiatement après l'entrée en vigueur de la loi de finances 2011 et ses implications immédiates sur les prix des produits de large consommations».

Dès le 5 janvier 2011 en effet, de violentes émeutes avaient frappé de nombreux quartiers d'Alger et s'étaient propagées très vite à travers quasiment toutes les wilayas du pays. Il s'en était fallu de peu pour que l'Algérie connaisse un scénario à la tunisienne ! Ce, avant même que cela ne bouge en Égypte avec le résultat que l'on sait. «La paix sociale n'a pas de prix», aime à répéter d'ailleurs le Premier ministre, Ahmed Ouyahia. N'est-ce pas qu'après avoir été tétanisé aux premiers jours suivant le soulèvement de début janvier, Bouteflika avait réagi en



Priorité du gouvernement, la paix sociale.

rétropédalant, abandonnant complètement l'esprit de la loi de finances de l'année dernière qui se voulait l'entame de l'introduction de normes de rigueur dans l'économie nationale. Tout fut remis en cause dès février et, mieux encore, à l'argument financier pour calmer la contestation sociale.

De gigantesques programmes d'urgence sont lancés, dès lors, par le gouvernement et dans tous les secteurs : emploi, logement, agriculture, santé, PME-PMI, éducation, sports etc. avec des enveloppes budgétaires astronomiques rendant, tout simplement, caduque la loi de finances 2011.

«La loi de finances 2012 est certainement la plus difficile à confectionner depuis 1999. Car

il fallait, tout à la fois, maintenir les taxes à leur niveau actuel, encadrer au niveau budgétaire le programme d'urgence du président, prendre en considération comme chaque année le financement du programme quin-

quennal et maîtriser les finances publiques.» Il était également question de budgétiser les différentes augmentations des salaires dont ont bénéficié de nombreux secteurs durant l'année 2011. «Il était vraiment diffi-

cile d'arbitrer en plus entre les différents secteurs ministériels, qui, tous, cherchent à obtenir toujours plus.»

D'ailleurs, si la première réunion du gouvernement consacrée à la loi de finances, tenue vendredi dernier dans l'après-midi, n'a duré que quelques heures, la seconde, celle du lendemain samedi, s'est déroulée de 10h jusqu'à 18h00. «Tous les ministres, sans exception, ont défendu chacun sa quote-part budgétaire, car nul ne souhaite se retrouver avec une contestation sociale dans son secteur dans quelques semaines.»

Ceci étant, l'autre préoccupation majeure du gouvernement en confectionnant la loi de finances, c'est celle du maintien des grands équilibres macro-économiques. «Sur ce point, le gouvernement ne lâchera rien.»

Tout comme au sujet des crédits à la consommation bloqués depuis 2009. «Le gouvernement n'a même pas évoqué cette question.», selon la même source.

K. A.

### LES LOIS SUR «LES RÉFORMES POLITIQUES

## Le code électoral pour commencer

**Les membres du gouvernement sont convoqués pour une autre réunion, mercredi et jeudi prochains, afin d'entamer l'examen des fameuses lois soumises à révision dans le cadre des réformes politiques de Abdelaziz Bouteflika.**

**Selon une source sûre, cette première réunion de l'exécutif sera exclusivement consacrée au premier texte de Ould Kablia, à savoir l'avant-projet de loi portant régime électoral.**

**Outre ce texte, le gouvernement examinera, avant la fin du mois de Ramadan, les avant-projets de révision respectifs de la loi sur les partis, la loi sur les associations, le code de l'information, le code de wilaya ainsi qu'une loi relative à la place de la femme sur les liste électorales.**

**Pour ce faire, Ouyahia a informé les membres du gouvernement de la tenue de réunions similaires tous les mercredi, jeudi et samedi de chaque semaine.**

K. A.

### PLUS DE 1 000 KM DE L'AUTOROUTE DÉJÀ LIVRÉS À LA CIRCULATION

## Le programme d'équipement encore sur le starter

**Le programme d'équipement en aires de services et de repos et gares de péage de l'autoroute Est-Ouest dont plus 1 000 km ont été déjà livrés à la circulation ne fait que démarrer.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Lancée en 2006 sur 1 216 km de longueur, l'autoroute Est-Ouest n'est pas encore opérationnelle effectivement. Certes, plus de 1 000 kilomètres ont été déjà livrés à la circulation, notamment à l'ouest et au centre du pays, même si une vingtaine de kilomètres restent à livrer entre Larbaâ-tache (Boumerdès) et Lakhdaria (Bouira).

A l'est du pays, l'autoroute est également opérationnelle, au moins jusqu'à Constantine, puisqu'il reste à livrer quelques dizaines de kilomètres jusqu'à la frontière tunisienne. Soit 93% de ce projet déjà réalisés.

Mais ce mégaprojet, plafonné officiellement à 11 milliards de dollars, reste incomplet en termes d'équipement en aires de repos, stations-services et gares de péage. Indépendant du projet routier, dans la mesure où il n'a été budgétisé que récemment, avec une enveloppe de 300 milliards dans la loi de finances 2010, et pour un coût global approximatif de 1 à 1,5



Un mégaprojet qui reste incomplet.

milliard de dollars, le programme d'équipement ne fait que démarrer.

Quarante-deux stations-services, pourvues en carburant et produits dérivés, dotées de toutes les commodités et conformes aux normes internationales, doivent être réalisées d'ici 2012, sous la

direction de la Société nationale de distribution des produits pétroliers Naftal et la supervision du ministère de l'Énergie et des Mines. Sur ce nombre, une quinzaine de stations-services dont la réalisation est prioritaire sont censées être opérationnelles dès cet été, sur le trajet Tlemcen-

Constantine. En attendant, cinq stations-services mobiles ont été réalisées en urgence et mises à la disposition des automobilistes, au niveau de l'échangeur de Yellel (Relizane), Bourached (Aïn Defla), Oued Sly (Chlef), Sidi Ali Boussidi (Sidi-Bel-Abbès) et Tadjinant (Mila).

Néanmoins, la réalisation de 76 aires de repos et de détente (comprenant des cafétérias, des motels...), l'installation de 44 pelotons de la Protection civile et de la Gendarmerie nationale et postes d'entretien ainsi que l'équipement en fibres optiques et systèmes de télésurveillance tardent à être lancés.

Et d'autant que le processus de confection des cahiers des charges, validation de la commission nationale des marchés publics et le lancement des appels d'offres nationaux et internationaux reste assez complexe et imparfait.

Cela même si l'Algérienne de gestion des autoroutes (AGA) avait lancé, fin juillet dernier, un appel d'offres national et international pour la construction des gares de péage, au nombre de 55 stations.

En d'autres termes, le programme d'équipement de l'autoroute est encore sur le starter, mais seulement pour les stations-services.

C. B.